

PROPOSITIONS POUR LE BUDGET DE 2016 – FAITS SAILLANTS

CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES DU COMITÉ DES FINANCES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES POUR LE BUDGET 2016 –

Le présent document est un résumé de propositions faites pour inclusion dans le budget de 2016. Une description plus détaillée est disponible sur demande à tardif@results.org

Proposition relative aux Dépenses

La présente soumission ne visera qu'une catégorie de dépenses : celles du développement international.

Les dépenses en matière de développement international régressent depuis trop longtemps. De tous les postes majeurs, c'est le poste qui a été le plus coupé par la précédente administration dans sa démarche de compression budgétaire : 9% de réduction au total. Quand on examine les dépenses par rapport au Revenu National Brut, on voit une chute depuis vingt ans de près de moitié, un phénomène unique quand on prend la peine d'examiner les dépenses publiques.

Il faut à tout prix ramener l'aide étrangère à 0,5% du Revenu National Brut, où elle a déjà été sous la précédente administration libérale, et il faut s'engager sur un calendrier pour atteindre la cible proposée par le Canada de 0,7%.

Pourquoi faut-il augmenter substantiellement l'aide étrangère?

Même en l'absence d'une décision explicite, l'aide étrangère augmentera à cause de deux phénomènes : l'afflux des réfugiés syriens (dont les coûts d'établissement au cours de la première année sont comptabilisés comme étant de l'aide étrangère) et la promesse d'appuis à hauteur de \$2.65 milliards pour les pays pauvres confrontés aux changements climatiques. Mais ce qu'il faut, c'est une augmentation qui permette l'augmentation des programmes de santé, d'éducation, d'assainissement et de micro-finance. En effet :

- les programmes d'éducation de base ont été coupés de près de moitié,
- ceux d'approvisionnement en eau et assainissement stagnent à tout juste \$100 millions de dollars par année (moins de 3% du budget) et
- ceux de micro-finance ont presque disparu

(voir <http://globalpovertysolutions.ca/> et en particulier http://globalpovertysolutions.ca/docs/CIDA%20and%20WB%20Programming%20in%20Microfinance_FINAL.pdf et <http://globalpovertysolutions.ca/docs/WASH-Ph2-Report-EN.pdf>).

Par ailleurs, même les programmes où le Canada fait déjà preuve d'un certain leadership nécessitent une infusion supplémentaire de ressources :

- La reconstitution des fonds du Fonds mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme, cette année, requerra plusieurs milliards de dollars supplémentaires et le Canada devra faire sa part.
- Le Sommet sur la Nutrition de Rio de cet été requerra des fonds supplémentaires si nous devons faire disparaître les retards de croissance de la face de la terre
- Même l'initiative canadienne de santé maternelle et infantile requerra des fonds additionnels si on veut y inclure une bien nécessaire composante de planification familiale.

Enfin, signalons que seul un montant modeste de l'aide canadienne est à l'heure actuelle consacrée aux pays très pauvres et que pour faire augmenter cette quantité, il faudra, encore une fois, un budget accru.

Propositions Relatives aux Revenus

Trois avenues méritent d'être explorées :

- Considérer l'établissement d'une taxe sur les transactions financières

Plusieurs pays ont déjà mis en œuvre cette taxe qui génère des centaines de millions de dollars de revenu, tout en stabilisant les transactions financières et en décourageant la spéculation. Même des milliardaires comme Bill Gates ont recommandé qu'on étudie sa mise en place. Ce serait un bon engagement à prendre dans le prochain budget. Il est bon de se rappeler que sous le précédent gouvernement libéral, la Chambre des communes avait précisément voté une motion en faveur de l'établissement d'une taxe de style Tobin, sur les transactions financières.

- Prendre le leadership pour une taxation juste sur le plan mondial

Les échappatoires fiscales permettent aux multinationales de payer des redevances arbitraires et de transférer leurs revenus dans des paradis fiscaux. Cela prive des pays comme le Canada de milliards de dollars de revenu et c'est aussi vrai pour les pays du monde en développement, fournisseurs de main-d'œuvre et de matières premières à bon marché. Il faut que le Canada prenne le leadership d'une coalition de pays pour, ensemble, mettre fin à ces pratiques abusives.

- Augmenter la TPS et les taxes harmonisées de 1%

Le Directeur Parlementaire du Budget a dit que la baisse de la TPS plaçait l'administration fédérale dans une position de déficit d'opération structurel. Il faut remédier à la situation et se donner une marge de manœuvre financière d'une manière qui ne rebutera pas les Canadiens.

